

Macron abandonne aux Chinois notre usine de Vencorex, nécessaire à notre dissuasion nucléaire

écrit par Jeanne la pucelle | 11 avril 2025



L'usine chimique Vencorex à Pont-de-Claix (Isère), le 6 mars 2025. (OLIVIER CHASSIGNOLE / AFP)



Salariés de Vencorex et élus locaux ont tenu une conférence de presse le 10 avril 2025 après la décision du tribunal de retenir l'offre de reprise du groupe chinois Wanhua. ● © Benoit Pavan / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

Il trouve toujours des sous pour Zelensky, pour des subventions aux associations immigrationnistes, pour les dépenses somptuaires de l'Élysée mais pas un radis pour conserver chez nous nos usines, même celles qui sont indispensables à la dissuasion nucléaire française...

La « déception », « l'injustice » et une « grande colère ». Élus locaux et salariés de Vencorex, porteurs du projet de société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) qui avait pour ambition de sauver l'usine, ont pris la parole ce jeudi 10 avril lors d'une conférence de presse.

Tous ont dénoncé un « gâchis » alors que [l'offre de reprise du groupe chinois Wanhua a été retenue par le tribunal de commerce de Lyon](#). Celle-ci prévoit le maintien de 54 emplois sur les 450 que comptait initialement l'entreprise, pivot de

l'industrie chimique régionale.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/grenoble/reprise-p partielle-de-vencorex-un-jour-noir-pour-notre-territoire-salaries-et-elus-locaux-denoncent-un-gachis-3136816.html>

L'usine chimique Vencorex, dont l'activité est indispensable à la dissuasion nucléaire française, va être reprise par le groupe chinois Wanhua

Le repreneur prévoit de ne conserver que 50 emplois sur les 300 employés restants du site près de Grenoble.

La reprise partielle de l'usine chimique Vencorex, près de Grenoble, a été attribuée jeudi 10 avril au groupe chinois Wanhua, via sa filiale hongroise BorsodChem, qui gardera une cinquantaine d'emplois, selon la décision du tribunal de commerce de Lyon consultée par l'AFP. Cette entreprise stratégique comptait encore quelque 300 employés (contre 450 en septembre 2024). Le sel produit par l'usine est indispensable à la fabrication de missiles de la dissuasion nucléaire et de fusées.

L'offre concurrente de création d'une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), mise sur pied en urgence par des salariés de Vencorex et des collectivités locales et qui aurait permis de protéger les emplois, a été jugée « irrecevable » par le tribunal de commerce, notamment parce que les « financements (...) n'ont pas été réunis ».

Emplois en danger, dissuasion nucléaire, repreneur chinois... On vous résume les enjeux autour de l'usine chimique Vencorex, menacée de liquidation

L'usine Vencorex est en redressement judiciaire depuis le 10 septembre, à la demande de son unique actionnaire, le groupe thaïlandais de pétrochimie PTT GC. Wanhua est le principal concurrent de Vencorex via sa filiale hongroise BorsodChem. Le groupe chinois prévoit d'investir 10 millions d'euros et de ne conserver que 50 emplois.

Le dossier dépasse la seule usine du Pont-de-Claix, située au sud de Grenoble. Les syndicats et des personnalités politiques locales et nationales – Jean-Luc Mélechon(Nouvelle fenêtre)(Nouvelle

fenêtre) ou François Hollande(Nouvelle fenêtre)(Nouvelle fenêtre) se sont investis dans le dossier en se rendant sur place – s'inquiètent d'un effet domino sur l'ensemble de « la vallée de la chimie », qui emploie près de 6 000 personnes.

https://www.francetvinfo.fr/economie/industrie/l-usine-chimique-vencor-ex-dont-l-activite-est-indispensable-a-la-dissuasion-nucleaire-francaise-va-etre-reprise-par-le-groupe-chinois-wanhua_7181772.html